

RÉSULTATS DES NÉGLIGENCE DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

Sonatrach et le gaz israélien

A l'insu de ses responsables et surtout ceux de sa tutelle, Sonatrach est, désormais, impliquée dans l'achat de gaz en provenance d'Israël. L'information est confirmée à la fois par les médias égyptiens et israéliens qui font état de l'accord conclu entre la société Union Fenosa Gas SA et des fournisseurs israéliens pour la vente de gaz produit dans l'offshore de l'état hébreux.

Union Fenosa Gas SA est une société espagnole, dans laquelle Sonatrach est actionnaire à hauteur de 4%, et qui dispose d'une unité de GNL en Égypte. Celle-ci vient de conclure l'accord en question avec la partie israélienne.

Cette action est justifiée, côté espagnol, par le fait que le marché égyptien ne dispose plus des ressources énergétiques nécessaires au fonctionnement de ses installations de liquéfaction du gaz. Selon la presse égyptienne, en 2012, Union Fenosa Gas SA n'a pu exploiter son unité de Damiette, dans la périphérie de la capitale, qu'au tiers de sa capacité et se trouve dans l'obligation de recourir au gaz israélien pour couvrir ses besoins. Sonatrach se trouve, ainsi, impliquée dans une opération lourde de sens en termes de relations avec l'Etat hébreux.

Négligence ou complicité ?

Tous les experts affirment que la Sonatrach et le ministère de l'Energie ne peuvent être complices dans ces transactions entre

la société espagnole Union Fenosa Gas SA et les fournisseurs du gaz israéliens. Ils justifient ces jugements par le fait que les investissements de Sonatrach à l'étranger sont délaissés et ne font pas l'objet d'un suivi rigoureux. Les représentants du groupe public à l'étranger sont, quant à eux, sélectionnés dans la plupart des cas sur la base de recommandation et non sur des critères de compétence.

La Sonatrach aurait pu fournir l'unité de Damiette en gaz si le responsable du suivi des activités de Gas Natural Fenosa avait signalé ce fait. Mais, tel n'est pas le cas.

Le groupe Sonatrach dispose d'une participation de l'ordre de 4,007% dans le capital du groupe espagnol Gas Natural Fenosa. Fin 2012, il a acquis 2 millions d'actions supplémentaires, pour porter à 40 millions le nombre de titres qu'il détient dans ce groupe énergétique.

Depuis 2011, Sonatrach est le troisième investisseur dans le groupe espagnol, après la banque Caixa et le groupe pétro-



Le méthanière transportant le gaz israélien.

lier Repsol. Aujourd'hui, la valeur de la participation du groupe algérien au sein de la compagnie espagnole est estimée à quelque 720 millions d'euros.

Il convient de rappeler que le différend sur la révision des prix du gaz fourni par Sonatrach en Algérie entre 2005 et 2008 a conduit à une décision d'un tribunal international qui a condamné la partie espagnole à verser à Sonatrach la somme de 1,897 million de dollars.

L'accord conclu en 2011 portait également sur la prise de partici-

pations de Sonatrach dans le capital de GNF et sur une cession de l'ordre de 10% des actions détenues par Sonatrach dans le gazoduc Medgaz, qui relie l'Algérie à l'Espagne.

Cette opération a été conclue au début du mois de janvier dernier quand Gas Natural Fenosa a acheté, auprès de Sonatrach, 10% du capital de Medgaz pour la somme de 61,9 millions d'euros.

La filiale Union Fenosa Gas (UFG) a été fondée en 1998 par le groupe Gas Natural Fenosa pour activer dans la liquéfaction, le

transport du gaz et la production de l'électricité. En 2003, UFG a conclu un partenariat stratégique avec l'italien ENI qui a pris 50% de participations dans le capital du groupe.

A travers ce partenariat, le groupe espagnol s'est lancé à l'international, notamment en Égypte et à Oman.

Entre ces espagnols et ces italiens, la Sonatrach a perdu le Nord à tel point qu'elle se trouve mêlée à du business avec les exportateurs de gaz israélien.

Mokhtar Benzaki

FLN : IL SERA COOPTÉ JEUDI AU POSTE DE SG

Amar Saïdani en roue libre

L'ancien président de l'Assemblée populaire nationale, Amar Saïdani, sera officiellement «coopté» jeudi prochain à la tête du Front de libération nationale comme «souhaité» par Abdelaziz Bouteflika. Depuis hier lundi, les derniers doutes se sont évanouis après une autre décision d'une autre institution saisie par les opposants à Saïdani et au coup de force dont il bénéficie, le conseil d'Etat.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Dans une ultime tentative de résistance, d'anciens responsables de l'ex-parti unique, notamment des moudjahidine se sont réunis dimanche dernier et décident de saisir le conseil d'Etat pour dénoncer et remettre en cause la manière avec laquelle le ministère de l'Intérieur avait autorisé le groupe Boumechdi, à savoir le clan Saïdani à convoquer la session du comité central.

Parmi eux, l'actuel président du groupe parlementaire du tiers présidentiel au Sénat, Mohamed Boukhalfa, les sénateurs du même tiers présidentiel, Salah Goudjil, et Affane Guezane Djillali, Abdelkrim Abada, Hadi Khaldi et bien d'autres. Or, et selon une source bien au fait du dossier, le conseil d'Etat s'empressera de débouter tout ce beau monde depuis hier en fin de matinée.

Contacté en fin d'après-midi hier lundi, le coordinateur national, Abderrahmane Belayat affirme toutefois que «des membres du comité central dont des grandes personnalités du parti ont introduit un recours auprès de juridictions compétentes, en référé, et à l'heure où je vous parle, aucune décision ne nous a encore été signifiée. Nous sommes en train d'attendre. Nous avons encore deux jours devant nous».



Amar Saldani.

Ceci, au moment où, en coulisses, des ralliements sont signalés tout au long de la journée, en faveur du candidat «officiel» bien entendu.

Dans le QG de campagne de Amar Saïdani à la mouhafadha de Hussein Dey, sis place du 1^{er} -Mai à Alger, une grande animation règne depuis quarante-huit heures et le staff du futur SG a même pris les choses en main en envoyant les convocations aux membres du comité central et en procédant à l'accréditations d'usage des médias pour assister aux travaux du comité central au niveau de l'hôtel Aurassi les 29 et 30 août prochains. Il faut dire que, depuis la spectaculaire sortie de Daho Ould Kebli, qui, en

vingt quatre heures, revenait sur sa décision consistant à accorder l'autorisation en faveur du bureau politique était suffisante pour indiquer «la direction du vent».

Dans un parti comme le FLN, il n'en faut pas plus parfois pour retourner la situation. Dans la même journée de d'hier lundi, Amar Saïdani se verra conforté par un soutien de taille, celui de l'ex-secrétaire général du parti, Abdelaziz Belkhadem. Dans une déclaration envoyé à certains journaux, l'ancien chef du gouvernement destitué le 1^{er} février dernier de son poste de SG à l'issue de la très mouvementée session du comité central, la dernière en date d'ailleurs, annoncera qu'il n'assistera pas au conclave de jeudi prochain,

tout en souhaitant que la session soit présidée par le membre du comité central le plus âgé. Selon des proches à lui, il leur a, par contre vivement recommandé d'appuyer Amar Saïdani. Rappelons ici, que les deux hommes ont, comme nous le rapportons il y'a quelques semaines, passé un deal au moment où Abdelaziz Bouteflika se soignait en France. Belkhadem aurait assuré Saïdani de son soutien pour le remplacer à la tête du FLN en contrepartie d'un renvoi d'ascenseur lors des présidentielles.

Mais ceci est une autre histoire. Abdelaziz Bouteflika qui, dès son retour de France, a tout enclenché avec son instruction de «régler cette affaire du FLN au plus vite», a agi lui aussi dans la même perspective, à savoir les prochaines élections présidentielles. Mais le choix de Amar Saïdani demeure une grosse énigme.

Bouteflika qui avait, une première fois, porté aux cimes de la gloire et des responsabilités celui qui était le président de la coordination nationale de ses comités de soutien à son arrivée au pouvoir en 1999, en fera par la suite son véritable «mouton noir» ! La foudre présidentielle s'abattra sur Saïdani dès l'année 2005 au point où, en 2007 puis en 2012, il sera même empêché de se présenter aux élections législatives, lui qui était pourtant bombardé, à la surprise générale, président de l'APN en remplacement de Karim Younès en juin 2004. Bouteflika faisait même en sorte que la chose se sache lorsque, à deux reprises, il a malmené publiquement le même Amar Saïdani.

Qu'est ce qui explique alors ce choix énigmatique de Abdelaziz Bouteflika ? Un choix d'autant plus curieux que, dans la foulée de ce coup de force, l'actuel locataire d'El Mouradia ira même jusqu'à sacrifier des proches comme les ministres Amar Tou ou Rachid Harraoubia, farouchement opposés à l'option Saïdani...

K. A.